

CONGRES DU PARTI RADICAL DE GAUCHE

Paris, 17 et 18 mai 2008

ALLOCUTION DE Jean-Michel BAYLET

Radicaux,

Mes très chers amis radicaux,

Vous parviendrez toujours à m'étonner.

J'entends dire ici et là –et même parfois ici même– que notre Congrès ne servirait à rien, qu'il ne serait réuni que pour m'élire pendant 100 ans (merci de me promettre d'une telle longévité...), que nous n'aurions rien d'intéressant à nous dire, que les radicaux eux-mêmes auraient hésité à venir, bref que le Parti Radical de Gauche n'aurait plus aucune utilité.

Et que voyons-nous depuis notre Comité Directeur de vendredi soir ?

Des radicaux nombreux, attentifs, mobilisés et je veux d'abord vous remercier toutes et tous de votre parfaite disponibilité au service de notre parti et de nos projets politiques.

Nos fédérations toutes représentées par leurs délégués fiers de cette responsabilité et je veux les en féliciter en remerciant plus particulièrement la Fédération de Paris qui nous accueille, comme elle sait le faire, dans l'amitié qui demeure –quoi qu'en pensent ceux qui l'ont critiquée– la marque singulière du radicalisme.

Et parmi les délégués, je vois encore beaucoup d'élus. Je suis bien sûr heureux de retrouver, fidèles à nos rendez-vous, les plus anciens d'entre eux mais ils me pardonneront de dire que je suis plus heureux encore d'accueillir nos nombreux nouveaux élus, élus frais émoulus des élections locales et dont la présence montre qu'il faut encore compter avec la tradition radicale.

Et j'entends, après avoir lu vos nombreuses contributions, toutes vos interventions, à cette tribune. En les entendant, avec votre culture politique, avec votre imagination, avec vos scrupules dictés par la raison mais aussi avec la hardiesse des gens qui ouvrent de nouveaux chemins, je me dis que, parmi ceux qui brocardent les radicaux, il y a bien des partis politiques –et pas toujours très loin de nous– qui seraient très heureux de disposer d'un tel réservoir d'intelligence et de sens politique.

Sans oublier – je ne les oublie jamais– celles et ceux de l'équipe administrative qui, derrière Elisabeth BOYER et Paul DHAILLE, ont préparé ce magnifique rendez-vous, je veux vous dire à toutes et à tous : bravo et merci ! Vous nous avez offert un très beau Congrès.

* *

*

Est-ce à dire que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes radicaux ? Certainement pas. Et je veux, en premier lieu, comme je m'y étais engagé dans ma lettre de candidature, vous parler de notre organisation.

J'ai été attentif, depuis hier matin, à cet aspect de vos interventions, et en particulier aux critiques adressées à la direction du parti.

A la manière de Nicolas Sarkozy –c'est, je rassure ceux qui sont inquiets ou qui feignent de l'être, notre seul point commun– **j'assume tout de ce qui se fait sous ma responsabilité.**

Je prends donc en compte, et absolument à mon compte, les critiques lorsqu'elles sont légitimes, même s'il n'est pas vraiment indispensable d'écrire sur des questions aussi peu révolutionnaires des « cahiers de doléances ».

Légitime la déploration d'une direction nationale pléthorique et qui n'est pas plus à la mesure de notre parti qu'à celle de l'attente militante. Cette remarque a été faite plusieurs fois ; elle est fondée ; elle est portée parfois par ceux-là mêmes qui nourrissent la pléthore en exigeant des responsabilités qu'ensuite ils n'assument pas.

Je les ai bien entendus et je vais leur donner satisfaction. Si vous me faites tout à l'heure la confiance de me réélire (pour 3 ans seulement...) dans mes fonctions de Président, je présenterai au prochain Comité Directeur **une organisation nationale de notre parti totalement renouvelée**, avec, en effet, une direction resserrée et responsabilisée, mais aussi **une séparation rigoureuse entre les fonctions politiques** qui ne trouvent leur légitimité que dans le Congrès **et les fonctions exécutives** qui sont l'outil de transmission de votre volonté.

Légitime aussi, j'en conviens, les critiques adressées à notre communication. Si notre image est faible, peu visible et quelquefois même négative, il est inutile d'en faire le reproche –même s'il est souvent très fondé– aux médias, à leurs caprices, à leurs présupposés ou aux intérêts dissimulés qui les gouvernent. Nous savons dans quel monde médiatique nous vivons. Nous n'y donnons aucune forme de consentement mais c'est pour nous une contrainte qu'il serait stupide d'ignorer.

Je crois cependant que nous avons tous pu faire un constat : il est un type de communication que nous sommes incapables d'imiter. Même en me fardant, je ne ressemblerai ni à Ségolène Royal ni à Bertrand Delanoë. Plutôt donc que d'essayer nous aussi de faire dans l'instantané, dans la passion et dans le télégénique, je vous propose de **privilegier la communication sur nos idées et même sur notre doctrine.** Il y faudra, bien sûr, de l'audace dans la pensée et j'y reviendrai, mais nous pouvons, au prix de quelques transgressions utiles des idées tellement dominantes qu'elles ne se discutent même plus, faire des irruptions dans le champ médiatique où personne ne nous attend plus. Pour intéresser aujourd'hui, il faut surprendre. Donc, je vous en supplie, ne récitez pas, pensez !

Quand j'aurai accueilli, assuré et pris en compte toutes les critiques légitimes, le parti se trouvera-t-il, par miracle, guéri de tous les défauts de son fonctionnement actuel ? Evidemment non car nous avons tous à dire sur les différents niveaux d'organisation du P.R.G.

J'ose à peine parler des **cercles**. Ils n'existent que dans quelques fédérations et partout ailleurs le faible volume d'adhésions sert de prétexte à leur inexistence alors qu'ils constitueraient le meilleur moyen de résoudre cette indigence.

Parlons donc des **fédérations**. Nous les avons étudiées systématiquement pour les classer en trois catégories dictées non par l'esprit de système mais par l'appréciation pragmatique de **leur efficacité**. Les premières n'ont qu'une existence théorique : je parle des fédérations qui ne servent qu'à élire leur président et à le présenter ainsi à une hypothétique désignation socialiste du genre d'allié que nos alliés préfèrent, celui qui n'existe pas. La seconde catégorie est celle des fédérations cadennassées souvent par des moyens familiaux et dont le souci principal semble être de ne jamais enregistrer les adhésions qui pourraient déséquilibrer le rapport de « forces » (j'y mets de lourds guillemets) créé autour du principe de rareté militante. Je dis aux responsables de ces fédérations là que je continuerai en le généralisant, à pratiquer le contre-système des adhésions directes au siège national et que pour les plus réticentes à ouvrir leurs portes, je les doterai sans aucune hésitation d'une administration provisoire que je désignerai ;

Et nous avons, bien sûr, heureusement, des fédérations qui travaillent, qui sont assez sûres d'elles pour ne pas redouter les nouveaux adhérents, qui sont assez fortes pour se faire respecter de nos adversaires mais aussi de nos alliés. Je les félicite, je les remercie, je les encourage à se développer encore mais je note aussitôt que, par un étonnant paradoxe radical et si j'en juge à notre communication interne, la force de nos fédérations semble inversement proportionnelle à leur propension revendicative. En résumé illustré, on pourra toujours me faire le procès de n'avoir pas assez bien négocié telle ou telle investiture commune mais aucune des recettes tactiques ou des ressources de l'expérience qu'on me prête quelquefois ne me permettra d'imposer à quiconque de respecter celui ou celle qui n'a pas fait le choix de s'imposer.

Et je vais immédiatement faire une proposition à ceux dont les motions ou les projets de résolutions tendent à interdire au P.R.G. de parler, de dialoguer avec une force politique qui ne serait pas à leur convenance, à ceux qui souhaitent des listes européennes autonomes pour mimer leur souci d'indépendance. A ceux-là, **je propose que tous nos conseillers régionaux sortants prennent la tête de listes régionales indépendantes en 2010.**

Chacun m'a bien compris, je pense. Je suis prêt à réformer ce qui doit l'être mais je ne me laisserai pas distraire de ce travail essentiel par les reproches que leurs auteurs ont privé de toute crédibilité.

Soyez tous bien certains que vous allez voir du nouveau dans notre organisation, et du nouveau à tous les niveaux.

*

Mais nous n'allons pas réduire un aussi beau Congrès aux questions, même importantes, de notre organisation.

Le principal n'est pas là. Evidemment. Je l'ai dit et je vous l'ai écrit.

C'est dans **le champ des idées** que je veux orienter en priorité le travail des radicaux.

Quand je vous regarde agir collectivement j'ai l'impression de voir un groupe d'inventeurs qui auraient découvert, voilà longtemps, le vrai filon, la mine d'or inépuisable, et qui pour la protéger de toutes les convoitises extérieures, en auraient si bien fermé l'accès qu'ils seraient incapables de le retrouver. Et nous allons donc, avec d'autres moins heureux, chercher de l'argent ou bien du cuivre, ou même du plomb.

Ne serait-il pas plus simple de les laisser chercher et de retourner chez nous, là où nous sommes beaucoup plus riches que tous.

Humanisme, solidarisme, mutuellisme, laïcité, la République comme un idéal toujours inachevé, une exigence jamais comblée et non comme une simple démocratie apaisée, la justice comme un impératif social, la fraternité comme un art, venu du cœur, de fabriquer de l'unité avec de la diversité, et la liberté, la Liberté majuscule, ai-je besoin d'en dire plus ?

Votre richesse elle est là. Ne courez pas derrière l'air du temps, le vent de l'époque qui ne cesse de relativiser nos valeurs essentielles. Laissez donc les idées à la mode aux modistes de la politique. Quel besoin d'une déclaration des droits des enfants, quand on a proclamé la Déclaration des Droits de l'Homme ? Quel besoin d'une journée mondiale contre la pauvreté quand on a la justice comme principe et l'égalité des droits comme programme soutenable. Quel besoin de quotas, de discriminations, en d'autres « machins » quand on est sûr que l'humanité est une et que, dans chacun, cette humanité est indivisible. Quel besoin que le développement soit « durable » ou soutenable quand on croit que le développement est fait par l'homme et pour l'homme et qu'il n'a pas d'autre fin ni d'autre mesure ? Quel besoin, s'il faut donner sa part à l'incorrigible romantisme radical, d'une fête de la musique à date fixe quand on vit en permanence avec la musique au cœur ? **Quel besoin, en résumé, de suivre la dictature des bien-pensants quand on est capable de penser librement ?**

Je veux donc vous demander, mes chers amis, **de revenir, en toute première urgence, au rappel, à l'énoncé haut et fort, mais aussi à l'actualisation de vos valeurs.**

On est respecté quand on est fier de soi. On est utile quand on produit le meilleur de soi. Et la République nous reconnaît quand elle peut nous désigner à l'estime publique d'un doigt autoritaire mais maternel pour dire à chacun « laissez d'abord parler ceux-là ! »

Je vais donc vous proposer, dans les toutes prochaines semaines, de mettre en place, à tous les niveaux de notre parti mais aussi à sa périphérie et même en dehors du parti, des lieux de rencontres et d'échanges, des clubs, des associations, des publications, des tribunes où **les radicaux pourront marteler** (au deux sens du terme, c'est-à-dire s'affirmer de façon entêtée mais aussi remodeler pour adapter) **leurs beaux principes républicains**, pour dire que le déclin, la désillusion, la désespérance, la résignation ne sont pas des fatalités.

*

Travailler d'abord sur les idées c'est, par définition, s'autoriser soi-même à dialoguer.

Je veux dire très directement, sur ce sujet, et si vous venez à m'accorder à nouveau votre confiance, que **je n'autoriserai personne à m'interdire de dialoguer avec qui que ce soit**, ni à vous empêcher de le faire selon l'appréciation que vous ferez, dans vos communes, vos départements ou régions, de l'alchimie complexe entre les nécessités de l'échange et les équilibres politiques locaux.

Personne ne peut soutenir, devant les plus humbles des militants radicaux que la liberté de penser pourrait être ainsi bornée. Nul n'a le droit de proférer de tels interdits et moins encore celui de soupçonner à priori le président du parti ou tout autre radical de transgressions d'aussi dérisoires interdictions. Personne, je le répète, personne n'en a le droit.

Vous comprenez que **je veux vous parler d'ouverture. La fameuse ouverture.** Là encore, j'ai dit et écrit, sous le soupçon explicite des radicaux que je respecte même –et surtout– s'ils sont minoritaires, j'ai donc dit :

- Que l'ouverture est dans la nature même de l'élection présidentielle ; ce n'est pas y consentir que le constater.
- Qu'un républicain doit accepter une invitation au dialogue du Président de la République ; ce n'est pas accepter qu'aller entendre ce qu'on n'a pas encore écouté.
- Que le débauchage individuel de personnalités –qui ne deviennent pas de ce seul fait haïssables ou méprisables– n'était pas l'ouverture mais la caricature ; il y aurait fallu une amélioration, ce n'était pas la désirer que la regretter.
- Que l'ouverture se fait par les idées, par la qualité plutôt que par la quantité ; cette évidence ce n'était pas l'espérer que la rappeler.
- Que surtout, puisqu'il faut tout dire, je n'étais pas d'une culture, d'une région, d'une tradition, oserai-je dire d'une famille, où l'on mange de ce pain là ; ce n'était pas en être affamé que le refuser.

Pour moi, **j'ai été parfaitement clair** et je le serai tout autant demain si l'on vient à m'inviter encore à ce repas de dupes.

Et je vous dis ici, à tous, tout aussi clairement que demain justement :

- Si le Président de la République m'invite à nouveau à parler avec lui, j'irai lui parler. Est-ce une honte ?
- Si lui-même ou son gouvernement émet une proposition allant dans le sens de l'intérêt général, je la soumettrai à votre débat avec mon avis favorable. Est-ce un scandale ?

- Si l'on vient à nous proposer une réforme des institutions qui, même partielle et insuffisante, va dans le sens que nous espérons, je demanderai à nos parlementaires de l'approuver après l'avoir amendée ? Est-ce inacceptable ?
- Et si, demain, parce que c'est probable, parce que je sais qu'on m'attend là, des Européens me demandent de ne parler que de l'Europe aux élections européennes, j'aurai envie de leur dire oui. Allez-vous me le reprocher ?

Non, évidemment non. Et je dis, sans colère mais sans faiblesse, à tous les procureurs, qui prétendent faire une théorie et même une doctrine de leur immobilisme politique, que **la mobilité est au contraire une qualité** et que –puisque nous commémorons mai 68– **je leur interdis d'interdire.**

Car à la fin, **le plus exaspérant de ce faux procès porte sur l'essentiel de notre engagement : nous sommes soupçonnés de n'être plus à gauche.**

Nous a-t-on déjà pris en défaut ?

Dans le bilan de la fausse ouverture, combien de socialistes, combien de radicaux ?

L'année dernière, après nos vifs débats (le temps de la liberté), après notre décision en Congrès (le temps de la clarté), est-ce que pour l'exécution de votre choix (le temps de l'unité), les radicaux n'ont pas été rassemblés ?

Et s'il faut remonter plus loin, lorsque nous avons proposé au Congrès de Toulouse de fédérer toute la gauche dans un grand parti dépositaire de l'espérance de justice et de progrès, au mépris de nos intérêts particuliers, nous a-t-on écoutés ?

Et quand ceux qui reprennent aujourd'hui cette grande et belle idée comme leur propre invention nous reprochent, pour ainsi dire, de ne pas déférer assez vite à leur convocation, sommes-nous mal fondés à leur dire que nous ne sommes pas pressés de participer aux débats de leur avant-congrès ?

Et quand j'entends François Hollande, que je respecte comme un ami loyal, dire pour railler le bilan de Sarkozy et la campagne de Ségolène qu'on s'expose à des désillusions en ressuscitant le volontarisme avec des phrases du genre « là où il y a une volonté, il y a un chemin », quand j'entends donc l'un de nos plus proches cousins se moquer de nos adversaires en leur attribuant une phrase de François Mitterrand, **je dis que les radicaux, eux, ne font pas cela !**

Aurons-nous donc éternellement à nous justifier sur ce point parfaitement clair depuis 1972, depuis Maurice Faure, depuis Robert Fabre, depuis Michel Crépeau : **nous sommes à gauche tout simplement.**

Et c'est bien pourquoi je vous ai proposé dans le document d'orientation qui vous a été soumis de privilégier, une fois de plus, **la construction d'une structure intégrée de toutes les familles politiques de la gauche.**

Je sais que cette construction sera difficile. Est-ce notre faute ?

- Que pensent Laurent Fabius et Jean-Luc Mélenchon de l'Europe fédérale ?
- Que pensent Manuel Valls et Pierre Moscovici de la retraite à 55 ans ? ou de la semaine de 35 heures ?
- Que pense Arnaud Montebourg du cumul des mandats ?
- Que pense Jack Lang de la politique de Sarkozy ?
- Que pense Bertrand Delanoë des Jeux Olympiques de Pékin ?
- Que pense Pierre Mauroy de Martine Aubry ?
- Et que pense Ségolène Royal du parti socialiste ?

Dans cet inventaire sommaire, lapidaire –et trop facile, j'en conviens– je vous ai épargné mes interrogations sur les opinions de Marie-Georges Buffet ou de José Bové, de Cécile Duflot ou d'Olivier Besancenot.

Il faut donc la patience de Sisyphe pour remonter sans cesse le rocher (le boulet ?) de la fédération de la gauche quand nos propres alliés s'emploient, élection après élection, à désespérer le pays par le spectacle de leurs divisions et à nous faire perdre avec eux en accusant ensuite notre indépendance de leur propre impuissance.

Pourtant, **on ne me découragera pas de rechercher, encore et toujours, cette union de la gauche** à laquelle il faut désormais :

- **Une doctrine adaptée** au siècle, audacieuse et innovante,
- **Un socle programmatique** qui prévoirait l'avenir au lieu de rabâcher le passé,
- **Un partenariat équilibré** où les radicaux n'iraient pas par avance donner leurs garanties de loyauté aux féodaux qui profitent de leur vassalité,
- **Une procédure transparente** pour désigner tous nos candidats communs à toutes les élections, et en tout premier lieu, naturellement, le candidat du progrès à l'élection présidentielle,
- Plus généralement **une manière de faire au quotidien**, constituée de considération mutuelle et de respect, **un respect que je marque à tous les autres et que j'exige pour les radicaux.**

*

Je conduirai donc ce combat pour l'union, même contre ceux qui y trouveront le plus grand intérêt mais pas au point d'y tenir la main.

Et nous travaillerons encore pour la gauche en veillant à garantir ses chances de succès par l'occupation –qui sera d'abord idéologique, je ne le répèterai jamais assez– de ce que nous avons appelé le **grand territoire central** pour en donner une définition sociologique et ne pas laisser croire que nous serions tentés par une quelconque dérive tactique. **Nous ne sommes pas centristes**, qui l'imagine ? Mais nous savons que c'est dans ce territoire central que se gagnent les élections dans un système bipolaire.

Mais pour l'occuper, il nous faudra, là encore, inventer. En dépassant nos catégories habituelles. Voici 25 ou 30 ans, nous aimions bien opposer –les radicaux ayant jusqu'à l'excès le sens de l'auto-dérision– les radicaux des villes aux radicaux des champs.

Depuis l'expérience conduite par Jean-François Hory en 92.95, nous avons coutume de distinguer, comme s'ils étaient incompatibles, un radicalisme « bastionné » dans ses fiefs de grande tradition (représenté d'ailleurs par le féodal que je serais...) et un radicalisme urbain, bigarré, expression inattendue d'une France multiculturelle (représentée par qui voudra porter cette image tout aussi caricaturale...).

Laissons donc ces clivages artificiels que nous traçons nous-mêmes à l'intérieur de notre propre parti pour dire que **nous ne pouvons occuper pour la gauche le territoire central de notre paysage politique qu'aux conditions suivantes :**

- Il nous faudra attirer et captiver **des intellectuels** séduits par la création de lieux de pensée libre,
- Il nous faudra intéresser des représentants **des professions libérales** prioritairement attachés à l'idée de liberté concrètement illustrée,
- Il nous faudra mobiliser des membres **des classes moyennes** auxquels nous devons bien proposer une conception de la solidarité où ils ne seraient pas perpétuellement débiteurs,
- Il nous faudra convaincre **un électorat populaire** de se réconcilier avec l'Europe et avec les impératifs de mobilisation sociale.
- Il nous faudra aussi parler **aux plus jeunes** en leur donnant de très belles raisons d'espérer, des motifs pour militer, un horizon : désarmement, le développement (oserais-je dire, pour exemple, la fin de la faim ?).
- Il nous faudra adresser à **toutes les catégories** qui se sont elles-mêmes érigées comme telles pour leur dire que le bien commun est précisément le refus des intérêts catégoriels.
- Il nous faudra, à la fin, prendre en tête-à-tête **notre électorat de tradition** (agriculteurs, commerçants, artisans) **et notre électorat d'irruption** (jeunes de banlieues, immigrés de deuxième génération) pour leur démontrer d'abord qu'ils sont compatibles entre eux, ensuite qu'ils peuvent agir avec tous les autres ?

Mesurez-vous bien ce que je vous demande ? Il ne s'agit pas d'un travail politique classique, avec des arrangements tactiques. Il s'agit d'aller « en visite à l'étranger » dans une

véritable expédition sociologique où vous direz à **tous les Français** que le radicalisme est si strictement confondu à la République, qu'ils en ont tous leur part.

Et si vous réussissez cette incursion nous en porterons les résultats dans toute configuration politique aujourd'hui possible à envisager. Suis-je assez clair ? Ne limitez ni vos ambitions individuelles ni celles de votre parti. **Et ne vous laissez pas dire** –gauche, gauche-gauche gauche du centre gauche– **jamais dire par d'autres qui vous êtes.**

*

Quand vous aurez fait ce travail énorme, **il vous restera** –à quel point j'y tiens– **à demeurer unis.**

Nous avons cet autre talent particulier : quand nous sommes d'accord sur tout, nous parvenons à nous diviser. Sur rien. Sur des détails. Sur des intentions prêtées. Depuis trop longtemps que je le préside –voilà un point d'accord– on m'a successivement accusé d'être inféodé aux socialistes parce que j'étais miterrandiste et alors que je leur reprenais la présidence du Conseil Général qui avait été radical, puis d'être anti-socialiste parce que je cherchais à faire exister notre parti dans les interstices de la condescendance majoritaire et alors même que j'étais très clairement dans l'opposition de M. Chirac alors Premier Ministre, puis d'être encore pro-socialiste alors que le parti socialiste s'appliquait à me faire battre comme on essaie de liquider un ennemi, puis, et puis, je vais vous épargner les autres épisodes.

Pendant toute cette période –je n'ai parlé que de 1985 à 1988–, je n'avais déjà qu'un seul souci : **l'unité des radicaux.**

C'est aujourd'hui encore ma première ambition et mon premier motif de satisfaction. **Je vois notre Congrès et je vous vois tous réunis.**

Je ne voudrais m'adresser, si vous me le permettez qu'à ceux qui m'ont précédé ou succédé –personne ne le sait plus– à la présidence de ce parti, pour les saluer et les remercier.

Roger-Gérard nous a dit, lors des municipales, ses réticences personnelles à des formes classiques d'engagement politique. Nous respectons ce choix tout en lui disant aussi qu'il ne peut pas tout à coup priver notre parti –et je dirais ; non plus le pays– de ses qualités exceptionnelles et qu'il doit impérativement retrouver des responsabilités publiques (je ne parle que du premier rang) à la mesure de son talent. Dans tous les cas, merci à toi Roger, merci d'être là.

Emile a eu avec moi, dans un passé qui me paraît lointain, quelques désaccords. A vrai dire, je ne sais plus pourquoi. Mais il sait, lui aussi, que lorsqu'il a terminé de fulminer, lorsqu'il s'est montré farouchement ombrageux comme seuls les Corses le sont, comme son père Jean l'était, comme son fils Jean le sera et quoiqu'il advienne entre nous, il est ici chez lui, car chez lui c'est chez nous.

De **Jean-François**, je ne dirai pas la même chose puisqu'il s'agit pour les radicaux d'un extra-terrestre, d'un ex-gauchiste, d'un mahorais exotique et qu'il n'est pas venu au parti

radical par atavisme ou par hérédité mais par une sorte de nécessité calculée. Il n'empêche, nous l'avons élu comme notre président pendant trois ans et il vient de dire qu'il était décidé à retravailler pour le parti. Je m'en réjouis.

Chacun d'entre vous comprendra que je réserve un mot particulier à **Yvon** qui n'est pas des nôtres aujourd'hui. Il nous a présidés lui-aussi. De fait, il n'est pas ici aujourd'hui. Je peux comprendre son absence même si je la lui reproche comme on peut demander à son propre frère pourquoi il est ailleurs. Nous respectons tous le choix d'Yvon d'assumer à sa manière le difficile moment politique qu'il a vécu et je veux lui dire qu'il nous manque et que nous attendons impatiemment son retour. Permettez-moi : « Yvon, je t'embrasse ».

Pardonnez moi si je n'ai cité que quatre radicaux alors qu'il faudrait vous nommer tous je les ai choisis bien sûr pour leurs grandes qualités individuelles mais aussi parce que symboliquement le rassemblement, ici, aujourd'hui, de leurs talents si différents montrer à quel point **vous êtes forts quand vous êtes unis**.

Et puis nous sommes d'une tradition où l'on peut dire à des élus, à des responsables fédéraux, à des dirigeants nationaux qu'avant d'être des acteurs, ils sont des amis. Vous serez (peut être) dans un instant mes lecteurs mais vous êtes surtout mes meilleurs amis.

* *
*

Vous le voyez à des parenthèses comme celles-ci : nous ne sommes ni des socialistes, ni des communistes et moins encore des gaullistes ou je ne sais quoi d'autre.

NOUS SOMMES RADICAUX.

N'est-ce pas suffisant ?

Pour moi, je trouve ce choix tellement beau que je vous prie, avec la dernière humilité, de m'accorder encore votre confiance.

Oui, je suis une fois de plus, candidat à la présidence.

Oui, je crois que le radicalisme est, plus que jamais, d'une vivante actualité et d'une extraordinaire modernité.

Oui, je vous dis que je ne nous laisserai pas enfermer à la place à laquelle d'autres nous auraient assignés.

Oui, je vous promets que demain notre parti va peser sur l'événement politique.

Oui, je vous propose de rendre à la France le droit d'espérer en la gauche.

Oui, je sais que vous serez au rendez-vous.

Oui, j'ai deviné que vous allez me rendre dépositaire de vos espérances.

Oui, je connais les devoirs que votre amitié va me dicter.

Oui, je suis décidé à relever les défis, que m'avez lancés.

Oui, je le ferai car j'aurai en mémoire la grandeur de tous ceux qui nous ont précédés et j'aurai au cœur la force de votre unité et la chaleur de votre amitié.